

## MME FEDERICA MOGHERINI REBESANI

PROCHAINE HAUTE REPRÉSENTANTE DE L'UE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ - VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



Née le 16 juin 1973 à Rome et Membre du parti démocrate italien, Mme Féderica MOGHERINI, actuelle Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement Renzi, a été nommée le 30 août 2014 au poste de HRVP.

Diplômée en [sciences politiques](#) à l'Université la Sapienza de Rome après un passage comme étudiante Erasmus à [Aix-en-Provence](#) lauréat avec son mémoire sur les rapports entre religion et politique dans les pays islamiques.

- **Entrée en 1996** au mouvement des Jeunes communistes (FGCI) puis au Démocrates de gauche (DS), l'essentiel de sa carrière diplomatique, avant qu'elle ne devienne Ministre des AE, se résumait à sa responsabilité de « chargée des relations internationales » au sein des différents partis de gauche qui ont conduit à la création du Parti démocrate (PD) en 2007.
- **En 2008**, elle élue député du Parti démocrate dans la circonscription de l'Emilie Romagne, abritant Bologne (Nord Est), **l'une des villes les plus actives concernant le soutien au soi-disant polisarior.**
- **En février 2009**, ex membre de la délégation italienne à l'APCE et coordinatrice du Groupe interparlementaire pour la coopération au développement à l'AP de l'OTAN, elle devient responsable nationale pour la Parité au Secrétariat du « Parti démocrate ».
- **Aout 2013**, Présidente de la Délégation italienne à l'AP de l'OTAN, elle est élue membre du Secrétariat national du Parti démocrate, responsable de l'Europe et des Affaires internationales.
- **Le 22 février 2014**, elle est nommée Ministre des Affaires étrangères par le Premier ministre.
- **Elle a été l'un des moteurs de l'adhésion du Partie Démocrate italien au groupe des sociaux-démocrates européens (S&D).**

Sa nomination à la tête de la diplomatie européenne a suscité une vive polémique lui reprochant « l'inexpérience », du « carriérisme » mais également sa position pro-russe notamment dans un contexte de crise ukrainienne. De nombreux pays de l'Est se sont opposés à sa nomination. Il n'est pas à exclure que durant son mandat Mme Mogherini **adopte des positions des plus fermes concernant certaines questions notamment sur le Sahara marocain.** Selon quelques parlementaires marocains, elle aurait des positions hostiles à l'égard du Maroc et aurait effectué de nombreuses visites à Tindouf (*à vérifier tout de même*).

Dans ce sens, il serait opportun de **sensibiliser les membres socio-démocrates européens du Groupe d'Amitié UE-Maroc** (Président du Groupe Gilles Pargeaux, socio-démocrate) compte tenu de la position traditionnelle du parti démocrate italien sur l'affaire du Sahara marocain « *contre l'occupation marocaine du Sahara Occidental et dénonçant les atteintes systématiques aux droits de l'Homme commises par le régime marocain dans les territoires occupés* ». Rappel de la motion hostile au Maroc proposée, en mars 2014, par le Parti démocrate italien et adoptée par le Sénat italien.

### POSITION SUR CERTAINES QUESTIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

- **Il n'y a jamais eu autant de crises et conflits dans le voisinage de l'UE. Il est indispensable que l'UE joue un rôle déterminant dans ce scénario.**
- Nous avons essayé de voir comment s'inscrire dans une perspective à long terme pour lutter contre le phénomène **d'instabilité au Proche-Orient et en Méditerranée**, c'est un défi qui pèse sur tout le continent européen.... La stratégie de l'UE doit porter sur « un rôle d'acteur de premier plan de l'UE en **Méditerranée et au Proche-Orient** » et qu'il fallait, dans ce sens, aussi impliquer tous les acteurs régionaux, dont l'Égypte, les pays du Golfe ou l'Iran.
- **Concernant la crise à Gaza**, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour soutenir le cessez-le-feu, pas seulement en Italie mais également en coopération avec les autres pays européens et avec les Etats-Unis. La Turquie pourrait jouer un rôle important pour l'établissement du cessez-le-feu ;

- La région est tendue, il y a un risque de radicalisation dans le monde arabe ainsi qu'en Europe, où nous savons qu'il faut rester particulièrement vigilant sur la question de l'antisémitisme.
- **Concernant la Libye**, elle y relève la lenteur du processus de transition vers la démocratie ajoutant que « *Personne ne peut se permettre de laisser échouer le processus de transition* »